

## Audience à Bercy : fin de non recevoir !

Dans la suite des discussions engagées depuis le 1<sup>er</sup> avril, les cinq fédérations des finances, FO, CGT, Solidaires, CFDT, UNSA, ont été reçues par les Directeurs de Cabinet des ministres, ce jour.

Tant sur les missions, les effectifs, les moyens budgétaires, les conditions de travail que sur les droits et garanties des agents, les Directeurs de Cabinet sont restés dans le strict cadre contraint de la politique gouvernementale de rigueur.

Ils ont confirmé les orientations des lettres de cadrage adressées dernièrement par le Premier Ministre :

- **Non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite,**
- **Réduction des dépenses de fonctionnement et d'intervention de l'Etat de 10% sur 3 ans, dont 5% dès 2011** (applicable à toutes les directions, y compris les opérateurs de l'Etat).

Sur les questions statutaires, leurs réponses n'ont guère été plus ouvertes à la négociation :

- *Plan de qualification* : rien de nouveau jusqu'en 2011,
- *NES B* : aucun engagement sur une date d'application anticipée, sauf pour la DGFIP,
- *8<sup>ème</sup> échelon de catégorie C* : dossier renvoyé à une décision Fonction Publique,
- *Reclassement du B en A (accord Jacob)* : confirmation du refus de revoir la règle statutaire mais une attention particulière sera apportée aux règles de gestion dans chaque direction,
- *Enquêteurs INSEE* : processus de contractualisation en cours.

Hormis un hypothétique texte reprenant les droits et garanties des personnels de Bercy, intégrant notamment l'absence de mobilité géographique forcée, aucun signe d'ouverture n'a été apporté :

- Rien sur la Protection Sociale Complémentaire,
- Refus de défiscalisation de la prime de restructuration,
- Rejet d'une retraite anticipée pour les agents exposés à l'amiante.

Quant à la suppression de la notation, de l'instauration de la PFR et de la prime d'intéressement collective, là encore, les Directeurs de Cabinet sont restés figés dans le cadre gouvernemental.

Pour l'Action Sociale, si l'intérêt des ministres a été de nouveau réaffirmé, les conclusions des groupes de travail en cours permettront d'évaluer concrètement ces intentions.

Sur le sujet particulier des retraites, le Directeur de Cabinet de Mme Lagarde a même jugé que le document d'orientation, adressé aux confédérations syndicales, était « de nature à rassurer les Français » !

**Cette réunion aura en définitive confirmée, pour FO Finances, l'application dogmatique à Bercy de la politique gouvernementale et donc l'absence d'une réelle volonté de répondre aux revendications des personnels.**

La rencontre des fédérations avec Mme Lagarde et M Baroin, programmée le 21 juin, devra prendre un tout autre visage dans son contenu.

Dans le cas contraire, les ministres prendraient une lourde responsabilité en continuant de s'enfermer dans cette logique d'austérité et de rigueur.

Paris, le 21 Mai 2010